KONRAD ADENAUER STIFTUNG
France

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de l'actualité allemande

Du 29 octobre au 04 novembre 2026

Après l'abandon du programme SCAF réunissant la France, l'Allemagne et l'Espagne, Berlin semble réorienter sa stratégie et se rapprocher progressivement du programme d'avion de combat GCAP (Global Combat Air Programme), porté par le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon. Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a annoncé le 2 novembre son intention de s'entretenir prochainement avec ses homologues italien et japonais afin d'examiner les conditions d'une éventuelle participation allemande au programme. Les discussions porteront sur la volonté des trois partenaires d'accueillir l'Allemagne, ainsi que sur les modalités de son intégration, en particulier le calendrier et la répartition des tâches industrielles. Le GCAP prévoit le développement d'un avion de combat de sixième génération, destiné à remplacer à partir de 2035 les Eurofighter Typhoon britanniques et italiens ainsi que les Mitsubishi F-2 japonais. Si aucune décision n'a encore été prise concernant une participation allemande, le programme pourrait constituer une alternative au SCAF. Le suédois Saab a aussi été évoqué comme partenaire potentiel de l'Allemagne et d'Airbus.

Le 31 octobre, des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté dans plus de 30 villes allemandes à l'appel du mouvement « GenZ Regelt ». Initialement, 170 000 participants étaient attendus, seule la moitié environ aurait finalement pris part aux rassemblements, selon les organisateurs. Majoritairement pacifiques, les manifestations dénonçaient la hausse du coût de la vie, la dégradation des établissements scolaires et universitaires, les coupes budgétaires dans l'éducation ainsi que le manque de prise en compte des préoccupations de la jeunesse par les responsables politiques. Les manifestants ont également critiqué l'augmentation des dépenses militaires et le nouveau dispositif de service militaire volontaire, qu'ils redoutent de voir constituer une première étape vers le rétablissement du service militaire obligatoire. Certains slogans visaient directement le chancelier Friedrich Merz. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont toutefois éclaté en marge des rassemblements, notamment à Cologne, Francfort, Berlin et Hambourg, nécessitant parfois le recours à des canons à eau et à du gaz poivré. L'organisation nationale des représentants des élèves (BSK) a pris ses distances avec le mouvement et annoncé ses propres manifestations pour le 20 novembre.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Alexander Dobrindt (CSU), maintient ses propos controversés sur l'origine des violences ayant éclaté à la suite des manifestations du mouvement « GenZ Regelt » le week-end dernier. Malgré les nombreuses critiques, il refuse de revenir sur ses déclarations, qualifiant les auteurs des violences de « fauteurs de troubles » et évoquant notamment des individus issus de milieux d'extrême gauche, d'extrême droite, islamistes ou liés à l'immigration. La cheffe du groupe parlementaire des Verts, Britta Haßelmann, a dénoncé des propos stigmatisants susceptibles de désigner collectivement les personnes issues de l'immigration. Le ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD), a également contesté cette catégorisation, soulignant les difficultés à définir précisément les « milieux issus de l'immigration ». D'autres responsables de la CDU ont en revanche défendu Dobrindt, estimant que les violences révélaient également des problèmes d'intégration. Le ministre de l'Intérieur a, pour sa part, salué le professionnalisme des forces de police et rejeté les accusations selon lesquelles leurs interventions auraient contribué à l'escalade des violences. La question des éventuelles violences policières reste néanmoins controversée : Die Linke réclame une enquête approfondie et a demandé l'organisation d'un débat au Bundestag.

Lors du sommet du numérique organisé à Berlin les 2 et 3 novembre 2026 autour du thème « Sécurité, souveraineté et compétitivité », le gouvernement allemand a affiché son ambition de faire de l'Allemagne un acteur majeur de l'intelligence artificielle (IA) d'ici à 2030. Friedrich Merz et le ministre du Numérique Karsten Wildberger ont appelé à accélérer son développement et son déploiement, particulièrement dans l'industrie et les administrations publiques. La stratégie gouvernementale prévoit que 80 % des grandes entreprises et 90 % des administrations fédérales utilisent au moins une application d'IA d'ici à 2030. Berlin entend parallèlement renforcer la souveraineté numérique européenne et réduire les dépendances technologiques, vis-à-vis des États-Unis, en développant les coopérations avec ses partenaires européens et le Canada. Le sommet a également mis en lumière les préoccupations croissantes concernant les risques liés à l'IA, en particulier en matière de cybersécurité, de fonctionnement des systèmes autonomes et de consommation énergétique des centres de données.

L'Allemagne envisage d'interdire largement les équipements de télécommunications chinois dans ses réseaux de téléphonie mobile, une mesure qui viserait par exemple les fabricants Huawei et ZTE. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de préoccupations croissantes en matière de sécurité et vise à réduire la dépendance du pays à des fournisseurs potentiellement peu fiables pour ses infrastructures critiques. Le projet fait suite à une possible reclassification des stations de base 5G parmi les composants particulièrement sensibles en matière de sécurité. Compte tenu de l'intégration de leurs différents systèmes techniques, une telle interdiction pourrait, de facto, entraîner l'exclusion de Huawei et ZTE du marché allemand. Les principaux fournisseurs susceptibles de prendre le relais seraient les européens Nokia et Ericsson ainsi que le sud-coréen Samsung. Le gouvernement fédéral entend renforcer les exigences de sécurité dans la perspective du futur déploiement de la 6G, afin d'éviter le recours à des composants critiques provenant de fabricants présentant des risques potentiels pour la sécurité nationale.

Après des attaques similaires survenues récemment en France et dans plusieurs pays européens, des cyber-attaques visant les systèmes de réfrigération de supermarchés ont été signalées dans plusieurs Bundesländer. Au moins cinq magasins des enseignes CAP, Rewe et Edeka ont été touchés. Les pirates ont pris le contrôle à distance des installations frigorifiques et modifié les réglages pour passer du refroidissement au chauffage, faisant parfois grimper les températures jusqu'à 50 °C. D'importantes quantités de produits frais et surgelés ont ainsi dû être détruites, parfois jusqu'à un conteneur entier de marchandises. Les premières investigations indiquent que certaines attaques auraient ciblé les prestataires externes chargés de la maintenance à distance des équipements. Le commissaire européen à l'Agriculture, Christophe Hansen, a dénoncé une tentative délibérée de perturber la chaîne alimentaire et d'ébranler la confiance des consommateurs. Il estime ces attaques répétées particulièrement préoccupantes, tout en précisant que la sécurité alimentaire en Europe n'est pas, à ce stade, menacée.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

À Berlin, les Verts et le SPD ont rejeté l'offre de discussions exploratoires de la CDU, préférant poursuivre les négociations de coalition déjà engagées avec Die Linke. Cette perspective suscite toutefois des réserves au sein même du SPD : plusieurs responsables sociaux-démocrates de premier plan, dont le ministre de la Défense Boris Pistorius, se sont publiquement opposés à une coalition avec Die Linke à Berlin. Pistorius a notamment dénoncé les positions du parti berlinois sur l'antisémitisme et les questions de sécurité intérieure, estimant qu'elles étaient incompatibles avec les valeurs défendues par le SPD. Il a ainsi signé deux prises de position appelant les sociaux-démocrates berlinois à ne pas former une telle alliance. Malgré ces pressions internes, les dirigeants berlinois du SPD et des Verts maintiennent pour l'heure leur choix de négocier avec Die Linke. De son côté, la CDU, par la voix de Stefan Evers, continue de défendre l'idée d'une coalition alternative et souligne les convergences possibles avec les deux partis.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

4,1 %

Les pensions de retraite allemandes devraient augmenter de **4,1 %** au 1er juillet 2027, selon une estimation provisoire figurant dans le projet de rapport du gouvernement sur l'assurance retraite. Pour une pension mensuelle de 1 000 euros, cela représenterait une hausse de 41 euros par mois. L'augmentation serait légèrement inférieure à celle de 2026, qui avait atteint 4,24 %. Cette prévision repose notamment sur l'évolution attendue des salaires, qui constitue le principal critère de calcul de la revalorisation des pensions. Les chiffres définitifs ne seront toutefois connus qu'en mars 2027. Par ailleurs, le taux de cotisation à l'assurance retraite devrait rester stable à 18,6 % du salaire brut en 2027. Il devrait ensuite progressivement augmenter pour atteindre 20 % à l'horizon 2030.